

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/ACC/RUS/16/Rev.3**

24 novembre 1997

(97-5149)

---

**Groupe de travail de l'accession  
de la Fédération de Russie**

Original: anglais

## ACCESSION DE LA FEDERATION DE RUSSIE

### Informations concernant l'évolution de la législation de la Fédération de Russie régissant le commerce extérieur

La Mission permanente de la Fédération de Russie a fait parvenir au Secrétariat les informations ci-après concernant l'évolution de la législation régissant le commerce extérieur depuis la dernière réunion du Groupe de travail tenue les 22 et 23 juillet 1997.

---

### Evolution de la législation de la Fédération de Russie régissant le commerce extérieur

Conformément à la pratique de l'OMC en ce qui concerne les pays en voie d'accession, la délégation russe informe régulièrement le Groupe de travail de l'évolution de l'économie de la Fédération de Russie et de toute modification apportée à la réglementation du commerce extérieur. On se reportera aux documents L/7410, WT/ACC/RUS/2, WT/ACC/RUS/9, WT/ACC/RUS/16, WT/ACC/RUS/17, etc.

On trouvera ci-après une description succincte des principaux textes législatifs et réglementaires adoptés dans le domaine du commerce extérieur par la Fédération de Russie entre le 15 juin et le 15 novembre 1997. Tous les documents mentionnés ci-après ont été communiqués au Secrétariat de l'OMC en anglais et figurent sur la liste révisée des textes législatifs russes régissant le commerce extérieur établie pour la présente réunion du Groupe de travail.\*

### Accès aux marchés

La Loi fédérale n° 96-FZ, entrée en vigueur le 8 juillet 1997, a introduit certaines modifications dans la Loi fédérale n° 157-FZ du 13 octobre 1995 sur la réglementation par l'Etat des activités de commerce extérieur, qui elle-même avait fait à plusieurs reprises l'objet de discussions aux réunions du Groupe de travail. Au titre des modifications, une correction a été notamment apportée à quelques termes et définitions employés dans la réglementation par l'Etat des activités de commerce extérieur de manière à les rendre rigoureusement conformes aux règles du droit commercial international.

La Loi fédérale n° 100-FZ du 14 juillet 1997 sur la réglementation par l'Etat de la production agricole devrait jouer un rôle-clé dans le développement du secteur agricole russe. L'article 17 de ladite loi porte entièrement sur des questions de commerce extérieur et incorpore, pour la première fois, de nombreuses règles et dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture dans la législation nationale russe.

---

\*Document qui sera communiqué sous peu.

Le Décret présidentiel n° 767 du 23 juillet 1997 a notablement libéralisé le commerce extérieur de l'or, de l'argent et d'autres métaux précieux. Les dispositions de ce décret ont été élaborées plus avant dans la Résolution du gouvernement n° 772. Ces textes réglementaires marquent la fin du monopole d'Etat dans ce domaine, puisque le droit de mener à bien des transactions de commerce extérieur portant sur l'or, l'argent et autres métaux précieux et de les exporter sans restrictions quantitatives a été accordé à toute une série de banques commerciales et d'établissements de crédit.

En outre, par la Résolution n° 773 du 30 juin 1997, le gouvernement russe a retiré les métaux précieux et les ouvrages en métaux précieux de la liste de marchandises dont le prix doit être fixé par l'Etat. La réglementation par l'Etat des prix de ces marchandises avait vivement préoccupé les pays Membres de l'OMC aux deuxième et troisième réunions du Groupe de travail.

Le commerce de l'or et de l'argent n'est pas visé par l'article XX du GATT. Toutefois, le fait que la libéralisation du commerce extérieur de la Russie a été jusqu'à s'appliquer à un domaine aussi spécifique et sensible que celui-là atteste fortement de l'engagement pris sur la voie de la réforme économique.

Le 17 juillet 1997, le gouvernement russe a adopté la Résolution n° 890 définissant les droits, les responsabilités et la procédure de la Commission gouvernementale chargée des mesures de protection en relation avec le commerce extérieur et de la politique douanière, dont la création a été signalée par la délégation russe à la sixième réunion du Groupe de travail.

A ce jour, la Commission a déjà tenu six réunions où une trentaine de sujets ont été débattus, jeté les bases de la politique tarifaire russe dans les secteurs de l'agriculture, de la construction automobile et du génie mécanique et établi des projets de textes réglementaires fondamentaux dans le domaine des mesures antidumping et des mesures compensatoires, entre autres activités. L'aboutissement le plus important de ses travaux est sans doute l'adoption, le 22 octobre 1997, de la Résolution n° 1347, dans laquelle le gouvernement russe a décrété officiellement et de manière juridiquement contraignante que la politique tarifaire russe repose essentiellement sur les principes-clés de la stabilité et de la transparence. Toutes modifications des taux de droits de douane - aussi légères soient-elles - ne pourront désormais être adoptées par le gouvernement qu'à des intervalles d'au moins six mois et prendront effet 180 jours plus tard. Aucune modification d'un droit ne dépassera 10 pour cent pour un droit *ad valorem* (ou un taux équivalent pour un droit spécifique ou un droit combiné). En 1997, sur les 9 854 positions existant à l'heure actuelle, en Russie, seules deux d'entre elles ont vu leurs taux modifiés.

Le 28 septembre 1997, le gouvernement russe a adopté la Résolution n° 1072 portant création d'une commission gouvernementale spéciale sur les questions relatives à l'OMC et en définissant les droits et les responsabilités.

#### Entreprises commerciales d'Etat

Le 26 septembre 1997, le gouvernement russe a adopté la Résolution n° 1224 instaurant l'Office fédéral pour la réglementation du marché des produits alimentaires et mettant fin aux activités de la Société fédérale des produits alimentaires.

L'Office a pour objet principalement de surveiller les marchés des produits agricoles, de promouvoir le développement de la concurrence dans ce domaine, d'organiser, en cas de besoin, des achats sur le marché des produits agricoles et d'agir en qualité de client de l'Etat pour constituer la réserve alimentaire du gouvernement russe. Il convient de souligner que les achats publics et les interventions relatives aux produits seront effectués exclusivement par des entités commerciales choisies par adjudication publique, et non par l'Office.

C'est pourquoi, de l'avis de la délégation russe, l'Office ne correspond pas à la définition d'entreprise commerciale d'Etat au sens de l'article XVII du GATT de 1994. Toutefois, la délégation russe continuera d'examiner attentivement ce point.

Tous les textes réglementaires précédemment adoptés concernant la Société fédérale des produits alimentaires ont été abrogés au 26 septembre 1997.

La Russie est en train de restructurer systématiquement ses monopoles naturels pour que leur fonctionnement soit conforme aux principes d'une économie de marché. Le 14 juillet 1997, le gouvernement russe a adopté la Résolution n° 858 autorisant tous les producteurs de gaz naturel autres que Gazprom à utiliser jusqu'à 15 pour cent de la capacité des gazoducs pour l'exportation appartenant à l'entreprise commerciale d'Etat Gazprom.

A cette fin, la Résolution du gouvernement n° 1269 du 30 septembre 1997 a instauré un mécanisme ouvert et non discriminatoire ainsi qu'une procédure garantissant des droits d'accès égaux à tous les producteurs.

#### Obstacles techniques au commerce

Le 21 juillet 1997 est entrée en vigueur la Loi fédérale n° 105-FZ qui a modifié l'article 11 de la Loi fédérale sur les frontières de l'Etat instituant une taxe à la frontière. Cet article avait vivement préoccupé les pays Membres de l'OMC. La promulgation de la nouvelle Loi fédérale n° 105-FZ devrait apaiser ces préoccupations, bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour mettre en oeuvre les dispositions des deux textes législatifs de manière satisfaisante. Selon l'explication donnée par la Cour constitutionnelle de Russie le 10 novembre 1997, aussi bien le taux de l'imposition à la frontière que les catégories de personnes et de marchandises qui en sont exemptées devraient être déterminés par le Parlement fédéral et non par le gouvernement de la Fédération de Russie. Ainsi, l'ensemble de ces textes législatifs doit être réexaminé par la Douma d'Etat.

Le 17 mai 1997, le gouvernement russe a adopté la Résolution n° 601 introduisant, à compter du 1er janvier 1998, un hologramme de conformité obligatoire pour une vaste gamme de produits (dix groupes de produits), et ce afin de protéger les droits des consommateurs. Les dispositions de cette résolution ont été amplement débattues par les milieux commerciaux russes et les partenaires étrangers, notamment à la sixième réunion du Groupe de travail ainsi qu'au cours de consultations bilatérales.

Tenant compte des observations et des propositions susmentionnées, le gouvernement russe a adopté, le 19 septembre 1997, la Résolution n° 1193 modifiant sensiblement les dispositions de la Résolution n° 601. Premièrement, la législation ne s'appliquera plus à dix, mais à deux groupes de produits seulement (produits alcooliques et matériel audiovisuel). Deuxièmement, l'hologramme de conformité sera utilisé à compter du 1er janvier 1999 au lieu de 1998, ce qui ménagera aux entités commerciales intéressées une période d'adaptation adéquate. Troisièmement, les fabricants des hologrammes ne seront pas désignés mais choisis par adjudication publique.

Il y a quelque temps, de nombreuses questions avaient également été soulevées par la Résolution du gouvernement n° 1575 du 27 décembre 1996 stipulant que des informations en langue russe devaient être apposées sur les denrées alimentaires importées en Russie. Ainsi qu'il a déjà été indiqué à la sixième réunion du Groupe de travail, la Résolution n° 869 du gouvernement russe du 14 juillet 1997 a considérablement modifié plusieurs dispositions de la Résolution n° 1575 qui avaient particulièrement préoccupé les pays Membres de l'OMC. Les prescriptions applicables au contenu et à la structure des informations à fournir ont été imposées de la même manière aux produits importés et aux produits d'origine nationale, la liste des prescriptions mêmes a été révisée et abrégée et les organismes chargés d'assurer le respect des dispositions de la Résolution ont été désignés.

Le 15 août 1997, le gouvernement russe a adopté la Résolution n° 1037 concernant l'obligation d'apposer des informations en russe sur les produits non alimentaires importés dans la Fédération de Russie. Cette résolution a été établie compte tenu, autant que possible, de l'expérience acquise dans la mise en oeuvre des deux résolutions susmentionnées (n° 1575 et n° 869) et sur la base des principes fondamentaux du GATT/de l'OMC, à savoir l'octroi du traitement national aux produits étrangers et la transparence dans la réglementation du commerce extérieur. Ainsi, la décision du 15 août 1997 concernant l'étiquetage en russe des produits non alimentaires n'entrera en vigueur qu'un an plus tard, le 1er juillet 1998, et le Ministère des relations économiques extérieures russe a été expressément chargé de notifier cette décision aux principaux partenaires commerciaux, ce pourquoi la délégation russe mettra notamment à profit l'occasion que lui offre la présente réunion. En outre, il a été expressément stipulé (au chapitre 2 de la Résolution n° 1037) que les prescriptions ainsi imposées devraient s'appliquer aussi aux produits russes de la même manière et dans la même mesure.

Le 16 juin 1997, le gouvernement russe a adopté la Résolution n° 720 approuvant deux listes de produits durables. La première énumère des produits qui, à l'expiration d'un certain délai, peuvent mettre en danger la vie ou la santé des consommateurs ou causer un dommage à leurs biens ou à l'environnement. Pour ces produits, le fabricant doit préciser la durée maximale d'utilisation sans risque. La seconde liste énumère les produits qui, à l'expiration de leur durée de vie utile, deviennent impropres à l'usage auquel ils avaient été destinés. Sur ces produits également, le fabricant est tenu de faire figurer la durée maximale d'utilisation.

Le 13 août 1997, le gouvernement russe a adopté la Résolution n° 1013 approuvant une liste récapitulative de produits et de services assujettis à une certification obligatoire moyennant la délivrance d'un certificat de conformité. Cette résolution avait pour objet d'assurer la totale transparence des mesures techniques de la réglementation russe en matière de commerce extérieur et devrait apporter une réponse à bon nombre des questions posées par des pays Membres de l'OMC au cours de la sixième réunion du Groupe de travail.

L'Inspection d'Etat pour le contrôle de la qualité des produits et la protection des droits des consommateurs (Gostorginspektsiya), rattachée au Ministère des relations économiques extérieures, joue un rôle important dans l'application des mesures techniques de la réglementation en matière de commerce extérieur. L'Inspection d'Etat est le principal organisme de surveillance chargé de veiller au respect et à la mise en oeuvre des textes réglementaires ayant trait à la qualité des produits et aux droits des consommateurs. Le 14 juillet 1997, le gouvernement russe a adopté la Résolution n° 866 déterminant les droits, les responsabilités, les fonctions et les pouvoirs de l'Inspection d'Etat et de ses milliers de représentants dans toutes les régions de Russie.

#### Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

Le 11 septembre 1997, le Président de la Fédération de Russie a signé le Décret n° 1008 définissant les principaux objectifs, droits et responsabilités de l'Office russe des brevets (Rospatent), l'une des principales autorités en matière de protection de la propriété intellectuelle. Les dispositions et les règles de ce décret ont été élaborées plus avant dans la Résolution du gouvernement n° 1203 du 19 septembre 1997 qui a mis en place les modalités de fonctionnement de l'Office.

#### Politique d'investissement et mesures concernant les investissements et liées au commerce

La Loi fédérale n° 112-FZ, entrée en vigueur le 21 juillet 1997, contient la liste des premières parcelles visées par la Loi fédérale sur les accords de partage de la production. Le 8 juillet 1997, le Président russe a signé le Décret n° 694 instaurant une commission gouvernementale spéciale pour l'application de la Loi sur les accords de partage de la production et un département spécial au sein du Ministère russe de l'énergie et des combustibles chargé de résoudre les problèmes concernant les

relations entre les investisseurs, les autorités fédérales et les régions pour ce qui est des accords de partage de la production.

Le 2 septembre 1997, le gouvernement russe a adopté la Résolution n° 1132 définissant les droits et les responsabilités de ladite commission gouvernementale, ainsi que les modalités de son fonctionnement.

Le 21 juillet 1997, la Loi fédérale n° 123-FZ sur la privatisation des biens de l'Etat et les principes fondamentaux de la privatisation des biens municipaux dans la Fédération de Russie est entrée en vigueur. A caractère codificateur, la loi définit, pour la première fois dans la législation nationale, la procédure générale de privatisation comme un système intégral d'actions juridiquement interdépendantes.

En particulier, la loi détermine la nouvelle réglementation applicable à la tenue d'adjudications aux fins d'investissement en vertu de laquelle l'Etat demeure légalement le propriétaire des parts mises en vente tant que l'adjudicataire n'a pas mis en oeuvre son programme d'investissement dans son intégralité.

Le 16 septembre 1997, le Président de la Fédération de Russie a signé le Décret n° 1034 prévoyant la protection par l'Etat des intérêts et des droits des investisseurs de portefeuille et des investisseurs directs, y compris des investisseurs étrangers.

Le 4 novembre 1997, le Président russe a signé le Décret n° 1148 autorisant les investisseurs non résidents à acquérir, en nombre indéterminé, des actions de compagnies pétrolières russes détenues par l'Etat et mises en vente.

#### Marchés publics

Le 25 août 1997, le gouvernement russe a adopté la Résolution n° 1062 qui définit la procédure pour décerner aux fournisseurs les plus fiables et les plus compétents le titre honorifique de "Fournisseur de l'Etat".

Entrée en vigueur le 26 septembre 1997, la Résolution du gouvernement n° 1222 dresse une liste très restreinte de produits pouvant être acquis sans adjudication pour satisfaire aux besoins de l'Etat. Il s'agit de biens d'une valeur historique ou scientifique ainsi que de produits dont l'acquisition vise à accroître la capacité de mobilisation du pays.

#### Services

Le 30 septembre 1997 a pris effet une nouvelle procédure relative aux transferts de devises à destination et en provenance de la Russie autorisant, en particulier, tout ressortissant russe à transférer quotidiennement une somme maximale de 2 000 dollars EU sans être tenu d'ouvrir un compte courant en devises ou d'obtenir des autorisations additionnelles.

\* \* \*

La Fédération de Russie entend poursuivre sa politique tendant à libéraliser ses activités de commerce extérieur et à rendre sa législation nationale conforme aux règles et prescriptions de l'OMC.